

Notice de Kofi Annan sur le site de l'ONU (<https://www.un.org/fr/formersg/koffi.shtml>).

Kofi Annan, septième Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a été le premier à sortir des rangs du personnel. Il a entamé son premier mandat le 1er janvier 1997. Le 29 juin 2001, sur recommandation du Conseil de sécurité, l'Assemblée générale l'a réélu par acclamation pour un second mandat, commençant le 1er janvier 2002 et s'achevant au 31 décembre 2006.

Le 23 février 2012, M. Annan a été nommé Envoyé spécial conjoint ONU-Ligue des États arabes pour la crise syrienne.

Une fois élu Secrétaire général, il s'est donné comme tâches prioritaires de revitaliser les Nations Unies par un programme complet de réformes, de renforcer l'action traditionnelle de l'ONU dans les domaines du développement et du maintien de la paix et de la sécurité internationales, de défendre les droits de l'homme et de propager le respect de la légalité et des valeurs universelles d'égalité, de tolérance et de dignité humaine qui figurent déjà dans la Charte des Nations Unies, et de rétablir la confiance de l'opinion publique dans l'Organisation en l'ouvrant à de nouveaux partenaires et, selon ses propres termes, en « rapprochant les Nations Unies des peuples ».

Kofi Annan est né à Kumasi (Ghana) le 8 avril 1938. Il a étudié à l'Université scientifique et technologique, à Kumasi, et a achevé sa licence d'économie au Macalester College, à St. Paul (Minnesota) aux États-Unis, en 1961. En 1961 et 1962, il a fait des études de troisième cycle en économie à l'Institut universitaire des hautes études internationales, à Genève. En 1971 et 1972, en qualité de Sloan Fellow au Massachusetts Institute of Technology, M. Annan a obtenu son diplôme de maîtrise en sciences de gestion.

M. Annan est entré dans le système des Nations Unies en 1962 comme fonctionnaire d'administration et du budget auprès de l'Organisation mondiale de la santé à Genève. Depuis, il a été en poste à la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, à Addis-Abeba, à la Force d'urgence des Nations Unies (FUNU II) à Ismailia, au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à Genève, puis au Siège des Nations Unies à New York, comme Sous-Secrétaire général à la gestion des ressources humaines et Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité (1987-1990) puis comme Sous-Secrétaire général à la planification des programmes, au budget et à la comptabilité, puis Contrôleur (1990-1992). En 1990, après l'invasion du Koweït par l'Iraq, M. Annan a reçu du Secrétaire général pour mission spéciale d'organiser le rapatriement de l'Iraq de plus de 900 fonctionnaires internationaux et ressortissants de pays occidentaux. Il a ensuite dirigé la première équipe des Nations Unies chargée de négocier avec l'Iraq sur la question de la vente du pétrole pour financer l'aide humanitaire.

Avant d'être élu Secrétaire général, M. Annan a également rempli les fonctions de Sous-Secrétaire général (mars 1992-février 1993) puis de Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix (mars 1993-décembre 1996). Ces fonctions de Secrétaire général adjoint ont coïncidé avec une croissance exceptionnelle des effectifs et de l'extension géographique des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, qui, à leur maximum, en 1995, comportaient un déploiement total de près de 70 000 militaires et civils originaires de 77 pays. Entre novembre 1995 et mars 1996, après l'Accord de paix de Dayton, qui a mis un terme à la guerre en Bosnie-Herzégovine, M. Annan a été Représentant spécial du Secrétaire général pour l'ex-Yougoslavie, supervisant à cette occasion la transition, en Bosnie-Herzégovine, de la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU) à une force multinationale de mise en œuvre de la paix (IFOR) sous la direction de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

L'une des premières initiatives de M. Annan comme Secrétaire général réside dans son plan de réformes intitulé « Rénover les Nations Unies », qui a été présenté aux États Membres en juillet 1997 et a depuis mis l'accent sur l'amélioration de la cohérence et de la coordination de l'action de l'ONU. Son rapport d'avril 1998 au Conseil de sécurité sur « les causes des conflits et la promotion de la paix et d'un développement durables en Afrique » compte parmi plusieurs tentatives pour maintenir l'engagement de la communauté internationale en faveur de l'Afrique, le plus désavantage des continents. Il a proposé ses bons offices dans plusieurs situations politiquement délicates. Il faut citer une tentative, en 1998, pour obtenir que l'Iraq respecte les résolutions du Conseil de sécurité, une mission, en 1998, pour aider à promouvoir la transition à un pouvoir civil au Nigéria, un accord, en 1999, pour sortir de l'impasse entre la Jamahiriya arabe libyenne et le Conseil de sécurité au sujet de l'attentat de Lockerbie remontant à 1988, une action diplomatique en 1999 pour organiser une réaction internationale à la violence au Timor oriental, la certification du retrait israélien du Liban en septembre 2000 et plusieurs autres efforts, depuis que la violence a de nouveau éclaté en septembre 2000, pour encourager les Israéliens et les Palestiniens à régler leurs différends par des négociations pacifiques s'inspirant des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité et du principe « la terre contre la paix ».

Il a également cherché à améliorer la condition de la femme au Secrétariat et à nouer des alliances plus étroites avec la société civile, le secteur privé et d'autres acteurs non étatiques, dont les atouts complètent ceux des Nations Unies; en particulier il a lancé « le pacte mondial » en direction des dirigeants des grandes entreprises mondiales et des organisations du monde du travail et de la société civile pour faire en sorte que les peuples du monde aient leur part des avantages de la mondialisation et pour s'assurer que le marché mondial respecte bien les valeurs et les pratiques d'importance fondamentale pour la satisfaction des besoins socioéconomiques des peuples.

En avril 2000, il a publié son rapport sur le millénaire intitulé « Nous les peuples : le rôle des Nations Unies au XXI^e siècle », dans lequel il invite les États Membres à s'engager en faveur d'un plan d'action pour l'élimination de la pauvreté et de l'inégalité, l'amélioration de l'éducation, la réduction du VIH/sida, la préservation de l'environnement et la protection des peuples contre les conflits et la violence. C'est de ce rapport que s'inspire la Déclaration du millénaire adoptée par les chefs d'État et de gouvernement au Sommet du millénaire, qui s'est tenu en septembre 2000 au Siège de l'Organisation des Nations Unies. En avril 2001, le Secrétaire général a publié un « appel à l'action » en cinq points, pour venir à bout de l'épidémie d'infection par le VIH et de sida - ce qu'il décrit comme une priorité personnelle - et a proposé la création d'un fonds mondial sida et santé, par lequel transiterait une partie des ressources nécessaires pour aider les pays en développement à surmonter la crise.

Le 10 décembre 2001, le Secrétaire général de l'ONU a reçu le prix Nobel de la paix. Lorsqu'il lui a décerné ce prix, le Comité Nobel a noté que M. Annan avait joué un rôle déterminant pour ce qui est d'insuffler une nouvelle vie à l'Organisation. Le décernant également à cette dernière, il a dit que son intention était de proclamer que le seul chemin praticable vers la paix et la coopération mondiales passait par l'ONU.

Le Secrétaire général parlait couramment l'anglais, le français et plusieurs langues africaines. Kofi Annan est décédé le 18 août 2018 à Berne, en Suisse, à l'âge de 80 ans.